



Conseil économique et social

Distr. générale
16 juillet 2014
Français
Original: anglais

Comité des droits économiques, sociaux et culturels Quarante-huitième session

Compte rendu analytique de la 16^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mercredi 9 mai 2012, à 15 heures

Président: M. Pillay

Sommaire

Examen des rapports

- a) Rapports présentés par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte
(suite)

*Rapport initial et deuxième et troisième rapports périodiques de l'Éthiopie, soumis
en un seul document* (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-42574 (EXT)



* 1 2 4 2 5 7 4 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 5.

Examen des rapports

a) Rapports présentés par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte (suite)

Rapport initial et deuxième et troisième rapports périodiques de l'Éthiopie, soumis en un seul document (suite) (E/C.12/ETH/1-3; E/C.12/ETH/Q/1-3 et Add.1; HRI/CORE/ETH/2008)

Articles 6 à 9 (suite)

1. **M. Getahun** (Éthiopie) explique que le Gouvernement éthiopien n'a rien contre la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. Dans la Constitution éthiopienne, il n'est pas question de peuples indigènes à proprement parler, mais de nations, de nationalités et de peuples. Les droits des peuples autochtones, qui sont énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et dans la Convention n° 169 de l'OIT sont déjà inclus dans les droits à l'autodétermination, à l'auto-administration et à la préservation des modes de vie consacrés dans la Constitution, ce qui écarte la nécessité d'incorporer d'autres instruments juridiques ou une autre terminologie dans le système de droit éthiopien.

2. En ce qui concerne l'affaire de la liberté d'association concernant l'Association éthiopienne des enseignants, le Gouvernement n'a dissout aucune association et le différend est né au sein même de l'Association quand un conseil d'administration en a remplacé un autre. La question est de savoir lequel des deux conseils représente l'autorité légitime. La Cour suprême a ultérieurement pris une décision en l'espèce – reconnue par le Conseil d'administration de l'OIT et le Comité pour la liberté d'association – dans laquelle elle déclarait que l'Association éthiopienne des enseignants est la représentante légale des enseignants sur tout le territoire national. Ceux qui ont été déboutés ont formé une autre association appelée Association nationale des enseignants, qui a fait une demande d'enregistrement. À la connaissance du Gouvernement, cette demande est toujours en instance et n'a pas été rejetée. En tout cas, c'est l'Agence chargée des organismes caritatifs et des sociétés qui déterminera si l'Association nationale des enseignants réunit les critères exigés pour l'enregistrement.

3. Le Gouvernement estime que l'agriculture est le pilier de l'économie éthiopienne et alloue environ 10 % du budget de l'État au secteur agricole. Le Plan de croissance et de transformation vise à doubler la production agricole d'ici à 2015. À cet effet, environ 60 000 travailleurs agricoles ont été déployés pour travailler avec les agriculteurs, appliquer les techniques agricoles modernes et améliorer la productivité des petites exploitations.

4. **M. Hidug** (Éthiopie) dit qu'il existe un système d'inspection du travail en Éthiopie. Le nombre d'inspecteurs augmente régulièrement, avec l'aide de l'OIT. La législation du travail actuellement en vigueur ne couvre pas le secteur informel et, de ce fait, les travailleurs de ce secteur ne peuvent pas former de syndicat, ni bénéficier de l'accès aux prestations pour soins de santé. Le Gouvernement reconnaît l'importance des syndicats pour les relations professionnelles et les conditions de travail et garantit leurs droits fondamentaux. En 2004, un Conseil consultatif permanent en matière de relations professionnelles a été créé pour permettre aux partenaires sociaux de donner des avis au Ministère du travail et des affaires sociales sur toute une série de questions de travail. La Proclamation sur le travail n° 377/2003 garantit le droit des travailleurs et des employeurs de créer leurs propres associations. Elle a également prévu des moyens de prévenir l'ingérence des employeurs dans les affaires syndicales et leur a interdit d'obliger un

travailleur à s'affilier à un syndicat ou à le quitter, ou à voter pour ou contre un candidat donné aux élections syndicales. De plus, elle interdit aux employeurs de mettre fin à un contrat de travail en raison d'une affiliation syndicale. Une modification qui sera apportée sous peu à la Proclamation interdira aux employeurs de s'immiscer dans les affaires des syndicats de leurs travailleurs, et inversement. Les syndicats qui s'estiment lésés pourront obtenir réparation en saisissant les tribunaux.

5. **M. Abebe** (Éthiopie) dit que le Gouvernement a multiplié ses efforts en matière de formation technique et professionnelle pour intégrer un plus grand nombre de jeunes dans des activités liées au développement. Depuis 2011, environ 370 000 étudiants suivent des cours de formation professionnelle et technique, dont une forte proportion de femmes. La formation vise à doter les jeunes de compétences qui seront très utiles sur le marché du travail actuel. À cette fin, il importe de forger des liens entre les établissements de formation et les secteurs d'emplois correspondants pour pouvoir répondre à la demande de main-d'œuvre qualifiée.

6. Le Gouvernement a ratifié la Convention sur les droits des personnes handicapées et est conscient de l'obligation qui lui incombe d'apporter à ces personnes l'aide nécessaire. Le Programme national de réadaptation des personnes handicapées vise à leur assurer l'égalité des chances. En outre, le Ministère de l'éducation a mis en place des dispositions éducatives inclusives destinées à répondre aux besoins des enfants handicapés. Enfin, les universités offrent aujourd'hui des programmes d'enseignement adaptés à des besoins spécifiques qui sont sanctionnés par des diplômes (baccalauréat, maîtrise, doctorat).

7. La Proclamation sur le travail prévoit que les personnes handicapées bénéficient de l'égalité de droits sur le marché de l'emploi. Le Gouvernement est convaincu que le meilleur moyen de lutter contre la discrimination à l'égard des handicapés consiste à mener des campagnes de sensibilisation en collaboration avec la société civile, les médias et les associations nationales. Toutefois, la pénurie de ressources demeure le principal obstacle à la mise en œuvre efficace des instruments nationaux déjà en place.

8. **M. Hidug** (Éthiopie) dit que, dans la fonction publique, il existe un salaire minimum qui est ajusté en fonction de l'inflation et d'autres facteurs économiques. À l'heure actuelle, il n'y a pas de salaire minimum dans le secteur privé, mais le Gouvernement procède à une étude en coopération avec des représentants de ce secteur afin d'en déterminer un.

9. **M^{me} Lulit** (Éthiopie) dit que plusieurs mécanismes ont été mis en place dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur afin de dispenser des conseils sur les problèmes liés au VIH/sida et sensibiliser à ces problèmes. D'autres initiatives ont été prises, dont la création du Conseil national de prévention et de contrôle du VIH/sida, qui a pour objectif de sensibiliser à la maladie; l'établissement d'un secrétariat chargé de coordonner la réponse multisectorielle du Gouvernement face au VIH/sida et l'élaboration du cadre stratégique de la réponse nationale au VIH/sida. De plus, le Gouvernement a déterminé des familles et des communautés en tant qu'acteurs clefs et a fait d'énormes efforts pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination à l'égard des personnes qui vivent avec le VIH/sida en diffusant des informations par le biais d'institutions publiques, de prestataires de soins de santé et d'écoles, ainsi que par l'intermédiaire de différents organismes gouvernementaux. Le Gouvernement s'est aussi efforcé d'améliorer les soins de santé apportés aux personnes vivant avec le VIH/sida en offrant à des travailleurs de santé une formation complète sur les différents aspects du traitement dont peuvent bénéficier ces personnes.

10. **M. Abraha** (Éthiopie) dit que, l'économie éthiopienne ayant beaucoup progressé au cours des huit dernières années, la situation de l'emploi s'est sensiblement améliorée. Le Gouvernement a mis au point une stratégie pour faire en sorte que tous les programmes publics génèrent des emplois productifs et favorisent le développement des compétences

ainsi que des micro et petites entreprises. Il a fourni à ces entreprises en particulier des terrains et des bâtiments afin d'alléger leurs contraintes de capital. Un volume important de crédits leur a aussi été accordé. Le Gouvernement espérait créer environ 410 000 emplois entre 2010 et 2011. En réalité, il a réussi à en créer environ 500 000, dont 53 % sont occupés par des femmes. D'après les données fournies par l'Office central de statistique, le chômage urbain est tombé de 20,4 % à 18 % entre 2008/09 et 2010/11, le taux de chômage chez les jeunes enregistrant une tendance similaire. Toutefois, le taux de chômage chez les femmes en milieu urbain demeure élevé.

11. **M. Texier** demande qu'on lui précise si l'Association éthiopienne des enseignants a en fait été enregistrée conformément à la recommandation formulée par le Comité sur la liberté d'association en 2011 et demande si le Gouvernement a sollicité l'assistance technique de l'OIT.

12. **M. Sadi** note avec regret que, malgré sa qualité de partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels depuis dix ans, l'Éthiopie n'a pas encore fixé de salaire minimum pour les salariés du secteur privé. Dans ces conditions, il aimerait savoir comment, les salaires du secteur privé sont déterminés. Notant que la liste des travailleurs qui ne peuvent pas exercer le droit de grève est assez longue et comprend les responsables gouvernementaux, les fonctionnaires et ceux qui travaillent dans l'industrie des transports, il aimerait savoir si le Gouvernement a envisagé de revoir cette liste. Il s'enquiert aussi des mesures que le Gouvernement prend pour améliorer le sort des femmes qui travaillent dans le secteur informel, dont beaucoup ne sont pas rémunérées, ainsi que des raisons qui sous-tendent la prévalence du harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Puisque le travail des enfants va souvent de pair avec la pauvreté et un chômage élevé, M. Sadi relève avec préoccupation que des enfants, dès l'âge de 5 ans, travaillent.

13. **M. Getahun** (Éthiopie) dit que l'Association nationale des enseignants n'a pas encore été enregistrée mais que sa demande est en cours. Il explique que les conditions de travail et les salaires dans le secteur privé sont régis par la Proclamation sur le travail. Il donne au Comité l'assurance que le Gouvernement tient pour prioritaire la question de la fixation d'un salaire minimum. En Éthiopie, le harcèlement sexuel est une infraction pénale. Bien que des progrès aient été faits dans ce domaine, le harcèlement sexuel et, en fait, la violence à l'encontre des femmes en général continuent de poser un problème. Le Gouvernement, en collaboration avec la société civile, s'emploie à prendre des mesures pour remédier à la situation.

14. **M. Yimer** (Éthiopie) indique que le droit de grève est consacré dans la Constitution. Toutefois, conformément à l'article 8 du Pacte, l'État partie conserve le droit d'adopter une législation restrictive de l'exercice du droit de grève dans le cas de certains travailleurs. Cette législation est évoquée dans la Constitution, mais n'a pas encore été adoptée. De plus, les catégories de travailleurs qui ne peuvent pas faire grève sont précisées dans la Proclamation sur le travail. Le droit de grève doit être régi et ne peut pas être exercé par tous les travailleurs, sans restriction. En Éthiopie, comme dans beaucoup de pays développés, c'est dans le contrat établi entre l'employeur et le travailleur que le salaire de ce dernier est fixé.

15. **M^{me} Lulit** (Éthiopie) dit que l'Éthiopie a ratifié la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants qui fixe à 15 ans l'âge minimum pour exercer un emploi. La Proclamation du travail interdit toute embauche d'enfants de moins de 14 ans et énonce les conditions d'emploi des jeunes de 14 à 18 ans. Elle interdit également l'embauche de jeunes dans des emplois qui risquent de mettre en danger leur santé ou leur vie. En outre, un plan national d'action pour la période 2010-2014 a été mis au point pour faciliter la mise en œuvre d'une politique du travail. En matière de travail décent pour la période 2009-2012, un programme a également été élaboré pour améliorer le milieu de travail des femmes et des enfants.

16. Pour **M. Getahun** (Éthiopie), le Gouvernement est tout à fait conscient du problème du travail des enfants. Il a bénéficié de l'assistance technique de l'OIT lors de la révision de la Proclamation sur le travail, dans la mesure où celle-ci fait état de conventions de l'OIT que le Gouvernement a ratifiées. Il entretient aussi un dialogue avec les parties prenantes intéressées et l'OIT au sujet des catégories de travailleurs qui ne peuvent pas exercer le droit de grève. En outre, les mesures prises pour remédier aux problèmes qui se posent dans le secteur de l'eau ont abouti à de nombreux progrès, notamment à une augmentation de la superficie des terres qui peuvent être irriguées.

Articles 10 à 12

17. **M. Riedel**, notant qu'en application de la Stratégie relative à la santé reproductive des adolescents et des jeunes, les services de santé destinés à ces catégories de population fusionneront avec les services de santé existants, se demande si cette fusion est réaliste et viable du point de vue logistique et si les effectifs de personnel sont suffisants à cette fin. Il pense qu'une institution distincte serait probablement plus à même de s'occuper des questions de santé des adolescents et des jeunes. Étant donné que le Comité s'intéresse davantage à la mise en œuvre et à l'issue des programmes qu'à leur contenu, il aimerait savoir comment la Stratégie susvisée a amélioré la situation des droits de l'homme en Éthiopie. En ce qui concerne les soins de santé maternelle, il se félicite des efforts faits par l'État partie pour s'attaquer à six grands domaines en utilisant les indicateurs mis au point par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Toutefois, il rappelle que le Comité s'intéresse plus aux indicateurs de santé à composante droits de l'homme. Notant avec satisfaction que le taux de mortalité maternelle a baissé depuis 2006, il demande si la tendance persiste. Il déplore que l'État partie n'ait fourni que de rares informations sur les questions financières concernant le secteur de santé. Le Comité a besoin de renseignements détaillés pour déterminer si l'État partie s'est acquitté de ses obligations en vertu du Pacte. M. Riedel s'enquiert aussi des mesures prises par le Gouvernement pour que les vaccins nécessaires soient administrés sans retard aux 15 % d'enfants qui n'ont pas encore été vaccinés. Le Comité a reçu des informations indiquant que les troubles dus à une carence en iode constituent un grand problème dans l'État partie, car 10 % seulement du sel est iodé. Prenant note du plan visant à faire en sorte que toute la population ait accès à du sel iodé à la fin de 2012, M. Riedel se demande si cet objectif est réaliste et, dans l'intervalle, quels sont les résultats obtenus jusqu'ici.

18. **M. Dasgupta**, notant que le Code pénal pénalise lourdement la prostitution infantile et l'exploitation sexuelle des enfants, aimerait connaître le nombre effectif des actions qui sont menées et des condamnations prononcées. Il aimerait aussi avoir des renseignements détaillés sur la mise en œuvre du Plan d'action contre les violences et l'exploitation sexuelles touchant les enfants (2006-2010) et sur les résultats auxquels il a abouti jusqu'à présent.

19. **M. Abdel-Moneim**, se référant au document de base, fait observer que l'indice moyen des prix à la consommation a beaucoup augmenté entre 2002/03 et 2006/07. En outre, le pourcentage des dépenses publiques totales consacrées aux secteurs pauvres a progressé d'un tiers en valeur absolue pendant la même période, ce qui correspond à l'augmentation de l'indice des prix à la consommation. Relevant que les dépenses ont augmenté également dans les secteurs de l'alimentation et de l'eau, il demande pourquoi il n'y a pas eu d'augmentation dans d'autres secteurs, comme la santé et l'éducation.

20. **M. Schrijver** dit que, malgré les nombreuses mesures législatives adoptées par l'État partie, la prévalence du travail des enfants demeure alarmante. D'après le rapport de l'État partie, plus de 85 % des enfants éthiopiens âgés de 5 à 17 ans travaillent. Un tel pourcentage peut être attribué au grand nombre des décrochages scolaires et à la faible scolarisation dans les écoles primaires. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale,

l'Éthiopie connaît un des taux d'analphabétisation les plus faibles du monde et seulement 52 % des enfants terminent leurs études primaires. Étant donné que les stratégies précédentes du Gouvernement dans ce domaine se sont révélées inefficaces, M. Schrijver aimerait savoir quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre afin d'éliminer le travail des enfants et d'augmenter la fréquentation scolaire.

21. **M. Sadi** s'enquiert des répercussions sur le niveau de vie des personnes qui vivent dans les zones rurales du programme destiné aux sociétés agricoles nationales et étrangères qui cherchent à exporter de l'Éthiopie. Le Comité a appris que le Gouvernement donnait en location à d'autres pays d'importantes superficies de terres arables aux fins d'exploitation. Le Gouvernement a certes le droit d'agir ainsi, mais cette pratique ne doit pas porter atteinte au droit de la population locale à un niveau de vie décent. M. Sadi aimerait savoir dans quelle mesure cette pratique est répandue et comment le Gouvernement en tire profit. Le Comité a aussi reçu des renseignements selon lesquels environ 80 % des logements à Addis-Abeba sont insalubres. Ce chiffre peut être attribué au fait que l'Éthiopie est un pays en développement, mais il est raisonnable de penser que, si de tels logements sont répandus dans la capitale, le même problème existe dans d'autres régions du pays. Il serait bon de savoir si le Gouvernement a élaboré un programme permettant de régler le problème des zones de taudis dans la capitale et s'il existe des logements sociaux.

22. **M. Kedzia** dit que, même si environ 16 000 des 150 000 enfants des rues en Éthiopie ont bénéficié de programmes de réintégration et de réadaptation, le Gouvernement doit prendre des mesures pour venir en aide aux autres. Notant qu'environ 400 000 personnes séropositives ont droit à un traitement antirétroviral, M. Kedzia demande des précisions sur les critères qui régissent ce droit. Tout en se félicitant des différentes stratégies élaborées pour venir en aide aux personnes handicapées, le Comité aimerait avoir des statistiques pour en évaluer l'impact.

23. **Le Président**, prenant la parole en qualité de membre du Comité, dit que les taux de pauvreté en milieu urbain (29,6 %) et en milieu rural (30 %) cités par l'État partie ne correspondent pas à ceux dont dispose le Comité. D'après l'African Rights Monitor, il y a 39 % de la population qui vit avec 1 dollar par jour et 77,5 % avec 2 dollars. Il y a aussi des faits qui prouvent que la réinstallation forcée se pratique en Éthiopie. Différentes ONG ont déclaré que des populations, chassées de leurs terres ancestrales, ont été réinstallées dans des zones dépourvues de sécurité alimentaire et de sécurité de l'eau. Si ces déclarations sont fondées, elles constituent des évictions forcées et, par conséquent, une violation du droit international relatif aux droits de l'homme. Et, malgré les demandes qui lui ont été faites à cet effet, l'État partie n'a pas fourni d'informations suffisantes sur les évictions forcées. Selon la Commission éthiopienne des droits de l'homme, qui est un organisme d'État, 77 % de la population vit dans des logements surpeuplés et en piteux état dans des conditions insalubres, où les services de base font défaut. En outre, 85 % des structures immobilières de la capitale sont délabrées et doivent être démolies ou remises en état. Le Président appelle aussi l'attention sur le fait que, d'après la Commission, 70 % de la population urbaine vit dans des taudis. De plus, la prévalence des zones d'habitation spontanée pose un problème. Il serait intéressant de savoir quelle est la partie du budget de l'État qui a été allouée au logement afin d'améliorer la situation en milieu urbain. Le Comité aimerait aussi avoir des renseignements à jour sur la situation du logement en milieu rural. Enfin, il y a lieu de déplorer l'absence de renseignements sur les sans-abri dans les réponses de l'État partie à la liste des points à traiter. Le Président demande au Gouvernement de fournir des informations détaillées sur toutes les questions soulevées et les mesures qu'il envisage de prendre.

24. **M. Abraha** (Éthiopie) dit que l'analyse de la pauvreté fait partie intégrante de l'évaluation économique faite par le Gouvernement depuis 1996 et que l'Organe central de statistique procède tous les cinq ans à une enquête sur les revenus des ménages et les modes

de consommation. L'Éthiopie progresse régulièrement vers une réduction de moitié de son taux de pauvreté. Le taux de pauvreté – défini comme étant la proportion de la population qui n'a pas les moyens de s'offrir le panier alimentaire de base – a baissé sensiblement entre 2004 et 2010, tombant de 38,7 % à 29,6 % (à partir de 45,5 % en 1995). Pour calculer le taux de pauvreté moyen, il ne suffit pas d'additionner le taux de pauvreté urbain et le taux de pauvreté rural car un beaucoup plus grand nombre de personnes vivent en milieu rural. La pauvreté urbaine a diminué à la suite d'activités de développement qui ont consisté notamment à apporter une aide aux micro et petites entreprises, à créer un climat favorable à l'investissement dans le secteur privé, à favoriser la création d'emplois et à développer l'infrastructure. Les mesures prises pour lutter contre la pauvreté et parvenir à l'autosuffisance alimentaire en milieu rural consistent à subventionner les produits alimentaires de base, à encourager les petits agriculteurs et éleveurs à se mécaniser, à commercialiser la petite production agricole, à former et à déployer des agents de vulgarisation agricole, à fournir des moyens de production agricole modernes, comme des semences et des engrais, à développer les systèmes d'irrigation et d'autres infrastructures, à améliorer la conservation des ressources naturelles, à soutenir la production de cultures de haute valeur et à octroyer des prêts et du crédit. Entre 2004 et 2011, l'indice national de pauvreté alimentaire qui était de 38 % est tombé à 33 %, et ce taux a reculé beaucoup plus radicalement en milieu urbain.

25. Les écarts entre les données sur le logement dont dispose le Comité et celles qui ont été données par la délégation sont probablement dus à une différence dans les périodes de collecte de ces données. Près de 165 000 maisons sont en construction, dont plus de 110 000 ont déjà été attribuées. Trente pour cent des nouvelles maisons sont attribuées à des ménages dirigés par une femme. La scolarisation, qui au départ était inférieure à 30 % est supérieure à 90 %. En 2010/11, près d'un quart des ressources ont été allouées à l'éducation, l'accent étant mis sur les infrastructures, et 6,7 % des ressources ont été allouées à la santé, 8,8 % à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, 20 % aux routes et 5,9 % à l'eau et à l'assainissement.

26. **M. Yimer** (Éthiopie) réitère que la délégation ne peut pas fournir de réponse sur les évictions forcées car il ne s'en produit tout simplement pas en Éthiopie. Il conteste la crédibilité des ONG qu'il rejette comme étant sans pertinence.

27. **M. Getahun** (Éthiopie) dit que l'Éthiopie est très fière de l'importante réduction de la pauvreté et du fait que les questions féminines progressent régulièrement. L'article 620 du Code pénal frappe le viol d'une peine d'emprisonnement de cinq à quinze ans et énonce des circonstances aggravantes. L'article 564 ne définit pas la violence domestique à proprement parler mais renvoie aux articles 555 à 560 sur les lésions graves et volontaires qui sont également frappées d'emprisonnement. Le Plan national d'action 2010-2014 énonce des directives et fixe des objectifs en matière de travail – intégrer les affaires des enfants dans tous les secteurs, venir en aide aux enfants vulnérables grâce à des centres communautaires, réduire l'incidence des violences et abus sexuels sur le lieu de travail et lutte contre la traite – et traite de la mise en œuvre des stratégies et des modes de financement. Il n'est pas possible d'éliminer complètement le travail des enfants dans un pays comme l'Éthiopie où 80 % de la population vit en milieu rural et où les enfants contribuent souvent aux travaux agricoles de la famille. En coopération avec l'OIT et d'autres partenaires, l'Éthiopie s'emploie à réunir des données plus empiriques sur le travail des enfants. Le travail des enfants demeure une préoccupation, mais les situations et les infractions définies dans la Convention n° 138 de 1973 sur l'âge minimum et la Convention n° 182 de 1999 sur les pires formes de travail des enfants sont couvertes par le Code pénal.

28. L'Éthiopie compte plus de 101 millions d'hectares de terres arables, dont 15 millions sont cultivées par des petits agriculteurs. Doté de terres sur lesquelles la population est très éparse, le Gouvernement n'a logiquement aucune raison de procéder à

des évictions forcées. Il a pour priorité de renforcer la productivité des petits exploitants, et non d'investir dans de grandes entreprises, encore que deux douzaines environ d'investisseurs éthiopiens s'intéressent à l'agriculture industrielle. Des efforts sont faits pour veiller à ce que les terres mises à disposition pour investissement ne freinent pas la croissance future des localités.

29. **M^{me} Lulit** (Éthiopie) dit que, entre 2000 et 2010, le taux de mortalité maternelle est tombé de 807 à 470 pour 100 000 naissances vivantes. L'objectif du Plan de croissance et de transformation – 430 décès pour 100 000 naissances vivantes – n'a pas été atteint à cause d'un manque de ressources et de certaines pratiques culturelles qui persistent. Grâce aux efforts mis en œuvre, la couverture des soins prénatals a atteint 82,2 % et celle des soins postnatals 42 %. En 2011, 16,6 % des accouchements ont été pratiqués par des spécialistes. Des mesures d'intégration des soins psychiatriques dans les établissements de santé non psychiatriques ont été prises dans trois grandes villes, en collaboration avec l'OMS. Il existe actuellement 53 services de psychiatrie ambulatoires, 6 services d'hospitalisation et un hôpital psychiatrique.

30. **M. Ayehu** (Éthiopie) explique qu'en application d'une politique d'aménagement urbain engagée en 1998, des projets immobiliers sont exécutés en fonction des besoins et des niveaux de revenu. Une aide est apportée à ceux qui construisent eux-mêmes leur maison et le secteur privé est encouragé à participer à des programmes de logements sociaux. Plusieurs lois et proclamations portent sur la construction et la propriété de logements.

31. **M. Abebe** (Éthiopie) dit qu'il y avait 14,5 millions d'enfants scolarisés de plus en 2011 qu'en 1995. Une législation a été adoptée pour régler les problèmes et les besoins des personnes handicapées et le Gouvernement, en association avec des ONG, mène des activités de sensibilisation à la question. À la suite de la Proclamation sur la construction, des écoles ont été aménagées pour faciliter leur accès aux élèves handicapés.

32. **M. Getahun** (Éthiopie) dit que les femmes sont généralement réticentes à signaler les actes de violence, en particulier les viols, mais que des cas ont néanmoins été jugés et ont abouti à des condamnations. Même si l'homosexualité est une infraction en Éthiopie, le système de santé ne fait pas de discrimination à l'égard des malades pour ce motif. Les personnes infectées par le VIH/sida dont le taux de CD4 est tombé à un certain niveau ont automatiquement droit au traitement antirétroviral. Au cours du seul exercice financier en cours, outre de grands travaux d'entretien réalisés sur 5 513 systèmes d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales, 93 trous d'eau profonds, 1 313 trous d'eau peu profonds, 4 833 puits creusés à la main et 3 502 points d'eau ont été creusés, et 474 systèmes de canalisation installés. Vingt-deux villes ont bénéficié de travaux de construction, d'agrandissement ou de remise en état des systèmes d'approvisionnement en eau, la couverture de l'approvisionnement en eau potable atteignant 71,3 % en milieu rural. En milieu urbain, le chiffre est passé à 92,5 %. Les agents de vulgarisation sanitaire sont de plus en plus nombreux à être formés et envoyés dans les zones rurales pour renforcer la couverture des soins de santé au niveau communautaire. Les enseignements tirés de cette initiative sont appliqués dans les zones urbaines, où la couverture a atteint 75,2 %. Il faudra 3 299 centres de santé pour obtenir une couverture nationale complète, alors que le total est actuellement de 2 660.

33. **M^{me} Shin** Heisoo, notant que le VIH/sida est la deuxième cause de décès chez les femmes dans certaines parties du pays, demande pourquoi le pourcentage de femmes séropositives atteint le triple de celui des hommes, si le viol et la polygamie en sont des facteurs et ce qui est fait en ce qui concerne la transmission mère-enfant.

34. **M. Dasgupta** réitère sa question sur les poursuites engagées dans les affaires d'exploitation sexuelle des enfants et demande des informations sur la teneur, la situation et les résultats d'un plan national d'action en la matière.

35. **M^{me} Barahona Riera** dit que la définition de la violence domestique en relation avec d'autres infractions constitue une étape dans la bonne direction, mais il serait plus efficace d'accorder une place spécifique à cette violence dans le Code pénal. Elle demande s'il existe en fait deux systèmes judiciaires, le tribunal islamique et les tribunaux nationaux, civils et pénaux, et comment ce double système peut avoir une influence sur le traitement de la violence domestique et fondée sur le sexe. Elle aimerait savoir s'il existe un programme national complet en matière de santé sexuelle et reproductive étant donné les énormes disparités qui existent en matière de services et d'éducation entre zones rurales et zones urbaines. Elle aimerait savoir comment le budget se répartit entre ces zones et si la santé sexuelle et reproductive fait partie des services de santé de base.

36. **M. Sadi** demande comment, étant donné la taille du pays, les lois et les règlements passent du niveau fédéral au niveau local, surtout en ce qui concerne la polygamie et le mariage des enfants. Il se demande si le Gouvernement consacre des campagnes à des questions telles que les modes de vie sains, la consommation de tabac et la pollution urbaine.

Articles 13 à 15

37. **M. Kerdoun** félicite l'État partie pour les nombreuses mesures qu'il a prises en matière d'éducation et de droits des personnes handicapées. Cependant, malgré tous les efforts mis en œuvre, seul un petit nombre d'enfants terminent en fait leurs études primaires. M. Kerdoun se demande si le problème vient de la mauvaise qualité de l'enseignement et, dans l'affirmative, quelles en sont les raisons. Il demande si le Gouvernement envisage d'adopter une loi pour rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, pourquoi la scolarisation demeure insuffisante, comment la situation de l'alphabétisation a évolué depuis 2004 et quelles sont les mesures d'urgence prises pour faire face à la situation. Il demande un complément d'information sur les actes de violence commis à l'encontre des filles à l'école, et aimerait savoir si ces actes ont un effet dissuasif sur leur scolarisation ou les amènent à abandonner l'école, et quelles mesures sont envisagées pour remédier à la situation.

38. **M. Abashidze**, relevant l'extrême diversité ethnique de l'Éthiopie, demande comment la politique culturelle est arrêtée, quel est le montant des fonds publics consacrés aux manifestations culturelles et à quel niveau de l'administration publique se situe la responsabilité du financement de ces manifestations.

39. **M. Dasgupta** se dit sceptique quant au taux de scolarisation supérieur à 90 % quand 39 % des enfants de 5 à 10 ans et 62 % de ceux de 10 à 14 ans travaillent hors de la maison. Il demande un complément d'information sur les pensionnats qui dispensent un enseignement gratuit et fournissent les repas aux enfants des communautés d'éleveurs, en particulier sur le niveau de cet enseignement, le nombre des élèves auxquels il s'adresse et les résultats, et si le Gouvernement a envisagé d'autres méthodes pour résoudre le problème, par exemple s'il a envisagé de recruter des enseignants dans ces communautés, qui se déplaceraient avec le groupe.

La séance est levée à 17 h 55.